

## Les États-Unis n'ont rien retenu de la guerre d'Algérie

TRIBUNES LIBRES INTERNATIONALES

Le colonel Bacevich corrige la formule du sénateur Edward Kennedy, selon laquelle l'Irak serait le Vietnam de Bush. En réalité, l'Irak est un pays à forte concentration urbaine. Ce qui se joue là est plutôt comparable à la bataille d'Alger. Comme on le sait, les Français y inventèrent les méthodes modernes de contre-insurrection. Ils gagnèrent sur le plan militaire, mais dressèrent la population définitivement contre eux, provoquant leur défaite politique.

page 9

HISTORIENS SOUS INFLUENCE

## Qui « écrit » l'Histoire ?



Les opérations d'ingérence culturelle conduites en France par les États-Unis, au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale et tout au long de la Guerre froide, ont eu un impact fort sur la vie intellectuelle du pays. Dans son dernier ouvrage, l'historienne Annie Lacroix-Riz dénonce la dérive de sa discipline où des chercheurs, en quête de reconnaissance et de financements, acceptent de s'écarter de la vérité pour produire des travaux à usage politique. Elle revient notamment sur la conversion de plusieurs universitaires, venus des rangs du PCF, à l'anticommunisme le plus primaire et sur la réécriture de leur histoire par des entreprises liées au Reich ou à la Collaboration.

page 2

REPÈRE : 9 AVRIL 1948

## Massacre israélien à Der Yassine

Tôt le matin, à la veille de la guerre arabo-israélienne, des paramilitaires de l'armée secrète juive Irgoun et du Groupe Stern attaquent le village de Der Yassine, près de Jérusalem. Le bourg n'est pas dans la zone attribuée par l'ONU au nouvel État juif et n'a pas participé aux combats ; il s'était même placé sous la protection de la Hagannah. Mais il occupe une position stratégique sur les hauteurs surplombant la route Jérusalem-Tel Aviv. L'armée israélienne est déterminée à s'en emparer et donne l'ordre aux « irréguliers » de le faire, afin de mettre l'ONU devant le fait accompli. Les paramilitaires, sur ordre du commandant Ben-Zion Cohen, assassinent systématiquement à coup de grenades, mitraillettes et poignards plus de 350 hommes, femmes et enfants. La nouvelle de ce massacre sera l'une des raisons qui pousseront les Palestiniens à fuir leurs villages pour aller se réfugier dans des camps en Cisjordanie et à Gaza. Nul ne sera jamais inquiété pour les crimes de guerre commis à Der Yassin. ■



## CONDOLEEZZA RICE RÉVÈLE QUE L'AFGHANISTAN ÉTAIT UNE CIBLE AVANT LE 11 SEPTEMBRE

La conseillère à la sécurité nationale états-unienne, Condoleezza Rice, a été interrogée par les membres de la commission « indépendante » chargée de l'enquête sur le 11 septembre. Elle a témoigné sous serment qu'une semaine avant les attentats, l'équipe du président Bush avait donné son accord à un plan de lutte contre le « terrorisme » visant l'Afghanistan. Des cibles talibanes y avaient été repérées. Condoleezza Rice confirme donc les déclarations déjà anciennes de Naiz Naik selon lesquelles l'attaque de l'Afghanistan était planifiée avant le 11 septembre. D'après le diplomate pakistanais, cette offensive sanctionnait la rupture des négociations entre les États-Unis et les talibans au sujet du tracé du pipeline d'UNOCAL à la mi-juillet 2001. Mme Rice contredit ainsi ses propos antérieurs qui présentaient l'invasion de l'Afghanistan comme légale car décidée en « légitime défense ». ■

## Historiens sous influence

# Qui « écrit » l'Histoire ?

**Les opérations d'ingérence culturelle conduites en France par les États-Unis, au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale et tout au long de la Guerre froide, ont eu un impact fort sur la vie intellectuelle du pays. Dans son dernier ouvrage, l'historienne Annie Lacroix-Riz dénonce la dérive de sa discipline où des chercheurs, en quête de reconnaissance et de financements, acceptent de s'écarter de la vérité pour produire des travaux à usage politique. Elle revient notamment sur la conversion de plusieurs universitaires, venus des rangs du PCF, à l'anticommunisme le plus primaire et sur la réécriture de leur histoire par des entreprises liées au Reich ou à la Collaboration.**



Depuis une vingtaine d'années, les médias français assurent une publicité démesurée à un groupe restreint d'intellectuels et à leurs œuvres, malgré la médiocrité scientifique de leurs publications. Ainsi Bernard-Henri Lévy, Alain Finkielkraut, Michel Wieviorka, ou encore Alain Touraine ont pu imposer une « *pensée unique* », malgré les protestations d'une myriade d'universitaires critiques évoluant dans le sillage de Pierre Bourdieu. Ces « *nouveaux intellectuels* » se cooptent au sein de clubs fermés comme la Fondation Saint-Simon. Leur fonction principale est de stériliser la réflexion pour prescrire des opinions. Ils assurent la promotion de leurs idées prêtes à penser en esquivant les débats contradictoires et en ne manquant jamais une occasion de se donner la réplique, voire de s'encenser mutuellement.

Ce groupe investit aujourd'hui la recherche en histoire contemporaine parce

qu'elle permet à partir d'« analyses » du passé, de construire des grilles de lecture pour le présent et donc de prescrire des opinions. Leur méthode marketing, initialement mise au point pendant la Guerre froide pour promouvoir l'idéologie atlantiste anti-communiste, est tel qu'elle est désormais utilisée par d'autres groupes d'influence. En payant des chercheurs ou en assurant leur carrière, il est possible d'obtenir des travaux historiques aux conclusions flatteuses pour le commanditaire.

Annie Lacroix-Riz, professeur d'histoire contemporaine aux universités de Toulouse et de Paris, a observé l'évolution de sa discipline depuis le début des années 1980 [1], marquée par un anticommunisme virulent et une fascination croissante pour le modèle états-unien de la « *démocratie libérale* ». On trouve la preuve la plus évidente de ce phénomène dans l'historiographie du communisme, notamment avec François Furet.



François Furet

Celui-ci, décédé en 1995, est l'auteur d'un essai qualifié de « *majeur* » par les médias et les Instituts d'études politiques, à défaut de l'être par les historiens, sur « *l'illusion communiste* » [2]. Ancien communiste convaincu, Furet a initié une école historique antimarxiste, apparue en France au milieu des années 1970 et principalement relayée par d'anciens « *compagnons de route* » repentis de l'URSS stalinienne.

Cette appartenance passée au camp marxiste confère, à des universitaires tels que François Furet ou Annie Kriegel, une apparente légitimité à en dénoncer les excès puisqu'ils sont sensés les connaître « *de l'intérieur* ». Pourtant, dans le contexte de la Guerre froide pendant laquelle la France était ancrée dans le camp atlantique, leur parcours était celui de la facilité. Ils n'ont pas cherché à critiquer le marxisme parce qu'ils s'étaient convertis à la pensée libérale, mais ils se sont rachetés une image en critiquant le marxisme. Leurs ouvrages ont été explicitement produits en vue d'une exploitation politico-médiatique dans des luttes partisans. Il se sont ostensiblement éloignés des méthodes scientifiques de recherche de la vérité pour entrer subrepticement dans le domaine de la propagande.

Ce glissement des « *historiens du temps présent* » n'a pas manqué d'agacer les autres universitaires. Ainsi, en prologue d'un ouvrage consacré aux Brigades rouges, Rémy Skoutelsky écrit-il que « *contrairement à la majorité (la totalité ?) des historiens qui tracent aujourd'hui un signe d'égalité entre fascisme et communisme - quand ils ne cherchent pas à relativiser les crimes du premier pour mieux faire ressortir ceux du second - ; je n'ai jamais appartenu au Parti communiste (ou à une organisation maoïste)... Il n'en reste pas moins que je n'ai toujours pas le moindre doute sur le camp dans lequel il fallait se trouver à Stalingrad en 1943. À Madrid en 1936* » [3].

Cette remarque s'adresse directement à François Furet, auteur du *Passé d'une illusion* déjà cité, mais aussi à Stéphane Courtois, qui a dirigé l'ouvrage collectif *Le Livre Noir du communisme*, et à Annie Kriegel. Celle-ci, dans un article du

*Figaro* du 29 décembre 1992, écrivait à propos des Brigades rouges que « *l'antifascisme était un concept à l'abri duquel les communistes se faisaient fort de déployer la classique stratégie léniniste de conquête révolutionnaire du pouvoir* ». L'ensemble de leurs œuvres semble construit autour d'un seul objectif : combattre le communisme et, plus largement le marxisme ; et de deux stratégies argumentatives : d'une part, tracer un lien direct entre marxisme et stalinisme afin de disqualifier les théories politiques développées par Karl Marx, d'autre part, mettre sur un même plan les atrocités du régime soviétique et le génocide perpétré par les nazis, pour englober nazisme et communisme sous une même dénomination de « *totalitarisme* ».

Par exemple, François Furet, dans *Penser la Révolution française* [4], compare le passage d'un mouvement de libération populaire en 1789 à la Terreur en 1793, avec le passage des mouvements bolcheviques au léninisme, puis au stalinisme. Dans les deux cas, il postule que la perversion des idées originelles par les processus révolutionnaires était inévitable. Sa conclusion est simple : ces idées originelles de renversement de l'ordre établi par la force doivent être rejetées. Il ne s'agit pas de tirer des leçons du passé, mais d'y trouver des arguments pour justifier ses opinions du moment.

Le cas de François Furet est intéressant, non seulement parce qu'il incarne ce que Diana Pinto appelle « *le nouveau regard des historiens* » marqué par « *la conversion intellectuelle à l'antisoviétisme* », mais aussi parce qu'il représente, mieux que quiconque, le ralliement au « *pro-américanisme* » qu'elle constate chez nombre de ses confrères. Ainsi Furet a reçu 470 000 dollars de la très réactionnaire Fondation Olin afin de financer son programme de recherche sur les révolutions américaine et française, au moment de la commémoration du bicentenaire de la Révolution française.

François Furet était proche d'un historien allemand, Ernst Nolte, avec lequel il a publié un recueil de correspondances intitulé *Fascisme et communisme* [5]. D'après Annie Lacroix-Riz, Nolte est « *placé à la tête du courant de l'extrême droite intellectuelle (et non pas historiographique) allemande,*



Ernst Nolte

*victimisant les nazis et accablant les bolcheviques barbares* ». Il est notamment l'auteur de « *la thèse de l'attaque préventive de l'URSS par le Reich, que pulvérise la consultation, même superficielle, des archives internationales entre le 19e siècle et 1941* ». L'inscription de ses ouvrages au programme de l'Agrégation d'histoire laisse donc songeur.

Cette tendance historiographique française suscite bien des critiques aux États-Unis. Ainsi, après Diana Pinto en 1985, c'est Arno Mayer qui, en 2000, fustige ces « *"contre-révolutionnaire" rénovés* » et ironise sur l'union sacrée des « *conservateurs modérés* » et « *démocrates libéraux nouveau style* », sans oublier les « *ex-communistes renégats* » qui ont, depuis, acquis « *droit de cité dans les salons des VIe et VIIe arrondissements* » [6]. La prégnance de ces nouvelles analyses des phénomènes révolutionnaires antimarxistes est attestée



par les difficultés qu'a rencontrées l'historien anglais Eric Hosbawn pour faire traduire *The Age of Extremes* en France. Il lui a fallu attendre cinq ans, de 1994 à 1999, après avoir reçu cet avis négatif de son collègue français Pierre Nora, de Gallimard : selon ce dernier, les reliques du marxisme d'Hosbawn « *passé [raient] mal en France, (...) pays le plus longtemps et le plus profondément stalinisé [ :] la décompression, du même coup, a accentué l'hostilité à tout ce qui, de près ou de loin, peut rappeler cet âge du philosoviétisme ou procommunisme de naguère, y compris le marxisme le plus ouvert* ». Il sera finalement disponible chez les éditions Complexe et du *Monde Diplomatique*, remportant un succès considérable.

Annie Lacroix-Riz se pose une double interrogation : en France, qui finance la recherche en histoire ? sur quels sujets ? L'historienne constate en effet que se multiplient les commissions *ad hoc*, créées à l'initiative de l'État, voire d'entreprises privées. Elle cite le cas de la commission Matteoli, sur la spoliation des biens juifs, dont la présidence devait être précisément confiée à François Furet. Sa mort, le 12 juillet 1997, l'empêcha d'assister à la formation de cette commission, dont l'objectif officiel était de revisiter les responsabilités françaises dans la déportation des juifs pour déterminer des modalités de restitution sans réparation.

Au-delà des considérations idéologiques anticommunistes, qui relèvent de la Guerre froide, Annie Lacroix-Riz s'interroge sur la pertinence des travaux réalisés dans le cadre des commissions créées par l'État, des entreprises publiques ou des entreprises privées. Elle cite notamment l'embauche, en Allemagne, de nombreux historiens prestigieux, sous les auspices de la Deutsche Bank ou de Volkswagen, pour travailler sur le rôle du patronat dans l'Allemagne nazie. D'après le politologue britannique Pinto-Duschinski, des historiens anglo-saxons et allemands ont reçu, à cette occasion, « *des paiements de sociétés, banques ou agences gouvernementales dont la conduite dans le passé constitue le sujet de leurs recherches* ». Ils ont accepté, en contrepartie, des limitations d'accès aux archives. En les payant et en conditionnant leur travail, les financiers comptaient obtenir des conclusions utilisables comme arguments pour limiter l'indemnisation des travailleurs forcés sous le régime nazi.

Les mêmes comportements sont observables en France, non autour de l'enjeu du travail forcé ou du génocide, mais à propos de la collaboration et de la déportation. Ainsi, le célèbre colloque de Besançon, organisé en mars 1999, s'intéressait au rôle des patrons sous l'Occupation pour les dédouaner majoritairement de toute responsabilité. Jean-Claude Daumas conclut même, au terme de cette entreprise, qu'il faut abandonner « *la notion de collaboration* » encline à « *épouser les taxinomies d'époque* ». Le plus étrange dans cet exemple, est que ce colloque n'a pas été financé par de grandes sociétés pour s'acheter des certificats de bonne conduite, voire de résistance, mais s'est tenu dans un cadre universitaire. Il montre que de nombreux historiens français se sont soumis aux exigences du politiquement correct, soit parce qu'ils sont devenus dépendants de leurs financiers au point de se conformer à leurs exigences en toutes circonstances, soit par simple conformisme, ce qui implique la reconnaissance du triomphe de la mercantilisation de la pensée. Les organisateurs de colloque, abandonnant les règles de la recherche universitaire,

ont écarté de leurs débats les travaux qui leur posaient problème, dont bien sûr ceux d'Annie Lacroix-Riz. Tout au plus, pour éviter un unanimité suspect, ont-ils donné la parole à l'Allemand Arne Radtke-Delacor qui fut autorisé à s'interroger sur la véracité des « *innombrables récits d'un sabotage indirect [du patronat] au moyen d'un freinage délibéré, colportés après coup par les entreprises intéressées* », au regard du zèle qu'il a pu constater de la part de l'industrie française au service du IIIe Reich.

L'extermination des juifs et la spoliation de leurs biens, la collaboration avec les nazis et l'échec des politiques de dénazification sont des thèmes particulièrement mal traités par les nouveaux historiens, qui travaillent sous l'influence soit de l'État, peu disposé à reconnaître la participation française à un génocide, soit d'entreprises souhaitant dissimuler des faits de collaboration. Ces sujets ne sont pas pour autant ignorés : plutôt que le silence, les commissions ad hoc d'historiens permettent de donner des visions parcellaires et excessivement modérées. C'est le cas de la commission Rémond, chargée de plancher sur l'épisode Paul Touvier. Elle a été constituée à la demande du cardinal-archevêque de Lyon, Mgr Decourtray, pour attester l'innocence de l'Église de France dans la longue soustraction à la justice du milicien Paul Touvier. Pour répondre à la question posée avec la réponse souhaitée, les historiens ont accepté une méthode de travail contraire aux principes scientifiques de base. D'une part, ils se sont appuyés sur des archives ecclésiastiques qu'ils étaient les seuls autorisés à consulter, de sorte qu'il n'est pas possible d'en discuter pleinement leur interprétation. D'autre part, ils ont accepté de se fonder sur des archives incomplètes, le Vatican leur ayant interdit la consultation d'une partie de son fonds. Dans des circonstances comparables, comme on l'a vu avec la Commission internationale chargée par le Saint-Siège d'examiner les relations entre le Vatican et le IIIe Reich, des historiens plus scrupuleux ont préféré refuser de cautionner une pseudo-recherche.



René Rémond

Tel ne fût pas le cas de l'équipe de René Rémond qui s'est fort satisfaite des conditions de travail imposées par ceux sur lesquels elle était précisément supposée enquêter. Elle a rendu sans surprise un rapport extrêmement flou sur les responsabilités de l'Église catholique dans la déportation des juifs de France et sur l'exfiltration des protagonistes français du dispositif, tels que Paul Touvier. Ici, René Rémond n'a pas été payé en monnaie sonnante, mais s'est vu élevé au rang d'académicien pontifical ; ce que l'on appréciera, selon les points de vue, comme une autre forme de reconnaissance ou de rémunération.

Une autre commission a également été confiée à René Rémond, pour vérifier ce qu'était devenu le « *fichier juif* » élaboré sous Vichy, en 1940. En 1991, Serge Klarsfeld, qui a cherché toute sa vie à retrouver tous les noms des juifs français déportés, affirme l'avoir retrouvé. La conservation de ce document au sein des archives du ministère des Anciens combattants suscite un scandale. D'autant que le ministre qui l'aurait décidée à la Libération ne pouvait être que François Mitterrand. La commission Rémond, nommée par le même François Mitterrand devenu président de la République, est alors chargée d'éplucher les

archives préfectorales pour, d'une certaine manière vérifier son authenticité. Après quatre ans de « *recherches prétendument monacales, réellement non conduites* », selon Annie Lacroix-Riz, les commissionnaires se déclarent « à peu près certains que le fichier du recensement [des juifs] d'octobre 1940 a été détruit » en 1948. Le document retrouvé ne serait qu'un fichier destiné à l'indemnisation des juifs déportés. Une conviction - très peu étayée - qu'affirmait déjà René Rémond avant d'entamer ses recherches : dans une lettre adressée à Jack Lang, le 1er juillet 1992, avant le début de ses travaux, l'historien fétiche de Sciences-Po se disait déjà convaincu que « *le fichier de la honte, [...] ce fichier maudit a[vait] disparu* ». En réalité, selon les recherches effectuées ultérieurement par Sonia Combe, ces fiches proviennent bien du fichier de 1940, mais elles ne correspondent qu'aux juifs arrêtés par la police française, et ne comprennent plus celles des déportés qui étaient ôtées au fur et à mesure.

Annie Lacroix-Riz termine par un dernier exemple, celui de l'indemnisation des déportés juifs, qui fait l'objet d'importantes querelles judiciaires internationales, entre banques allemandes, états-uniennes et suisses. La France elle-même, qui a participé à l'aryanisation des biens juifs du temps de l'occupation nazie [7], a dû constituer une commission d'indemnisation en 1997. Comme nous l'avons vu, elle devait être présidée par l'historien François Furet, mais celui-ci ayant subitement décédé, il fut impossible de lui trouver un collègue aussi « *sûr* » pour le remplacer. On fit donc appel à un grand commis de l'État, Jean Mattéoli. Cette commission a demandé l'accès à l'ensemble des archives sur la question. Elle a néanmoins été soumise à un grand nombre de restrictions, notamment au sein de la Caisse des dépôts et consignations, où une partie de la documentation reste encore aujourd'hui soustraite au public. D'après l'historienne, le travail de la commission a été largement influencé par la vision états-unienne de cette question éminemment politique et juridique, et a orienté ses recherches en conséquence.

### Science sans conscience...

Cette série d'exemples, accompagnée d'une réflexion épistémologique sur la méthodologie de l'histoire et l'accès aux archives, démontre la spécificité de la recherche historique française, axée sur l'anticommunisme et la défense de l'« honneur de la France », en s'écartant, s'il le faut, des règles de base de la méthode scientifique. Il suffit pour cela de constater la popularité des travaux des « *historiens du temps présent* », tels que Michel Winock ou Jean-Pierre Azéma, dont les thèses répondent plus à des enjeux politiques contemporains qu'à une quelconque démarche scientifique [8]. Le livre d'Annie Lacroix-Riz peut aussi illustrer l'efficacité de structures d'ingérence culturelle états-uniennes telles que le Congrès pour la Liberté de la Culture [9] ou la Fondation Saint-Simon [10], deux associations marquées par un financement occulte venu des États-Unis et, en conséquence, par un anticommunisme virulent.

Les historiens ne sont pas évidemment les seuls à subir cette influence. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, selon Noam Chomsky, la vie intellectuelle française est anesthésiée par le refus de la France de revenir sur son expérience collaborationniste. On pourrait y ajouter la fascination exercée par les États-Unis sur les intellectuels français au terme d'une série d'opérations de

propagande intellectuelle. La manière dont les deux plus grandes figures intellectuelles françaises de la fin du XXe siècle, Michel Foucault et Pierre Bourdieu, ont pu rayonner dans le monde entier tout en étant marginalisées - au moins médiatiquement - en France, est un exemple frappant de cette anémie du champ intellectuel français. Le livre d'Annie Lacroix-Riz fait enfin ressortir cette tendance singulière de manipulation de la science par le pouvoir politique ou les grandes entreprises, pour défendre leurs intérêts, tendance que l'on retrouve dans toute une série de domaines tels que le réchauffement climatique, les ressources énergétiques ou la sécurité alimentaire [11]. Les remèdes que propose Annie Lacroix-Riz sont simples : premièrement, permettre le libre accès de tous aux sources archivées ; deuxièmement, garantir l'indépendance du traitement des données. Pour cela, le financement de la recherche, surtout en sciences sociales, ne peut pas être laissé aux seules entreprises privées.

### Paul Labarique

---

[1] *L'Histoire contemporaine sous influence*, d'Annie Lacroix-Riz, *Le Temps des Cerises*, 2004.

[2] *Le Passé d'une illusion*, de François Furet, Robert Laffont, 1995.

[3] « L'espoir guidait leurs pas - Les volontaires français dans les Brigades internationales 1936-1939, de Rémy Skoutelsky », par Maurice Roth, *Carré rouge*, octobre 1998.

[4] *Penser la Révolution française*, de François Furet, Gallimard, 1978.

[5] *Fascisme et communisme*, de François Furet et Ernst Nolte, 1998.

[6] *Les Furies, terreur, vengeance et violence, 1789, 1917*, d'Arno Mayer, Fayard, Paris, 2002.

[7] Voir notre enquête, « [Histoire secrète de l'Oréal](#) », *Voltaire*, 3 mars 2004.

[8] Voir la critique virulente de l'ouvrage de Jean-Pierre Azéma sur le « [fichier juif](#) » par Philippe Grand. « Le fichier juif : un malaise », de Philippe Grand, *Revue d'histoire de la Shoah*, n°167, novembre-décembre 1999.

[9] Voir « [Quand la CIA finançait les intellectuels européens](#) », *Voltaire*, 27 novembre 2003.

[10] Voir « [La face cachée de la Fondation Saint-Simon](#) », *Voltaire*, 10 février 2004.

[11] Une tendance particulièrement présente aux États-Unis. Voir « [Bush écarte les scientifiques](#) », *Voltaire*, 27 février 2004.



# Les États-Unis n'ont rien retenu de la guerre d'Algérie

## Analyse

Le prince Hassan bin Talal de Jordanie déplore dans le *Globe and Mail* les politiques d'affrontement conduites par Washington et Tel Aviv. Il dénonce la fabrication artificielle d'un « clash des civilisations », c'est-à-dire d'une Troisième Guerre mondiale qui a déjà commencé en Palestine et en Irak. À ce propos, le colonel Andrew J. Bacevich, retraité de l'US Army, corrige dans le *Los Angeles Times* la formule du sénateur Edward Kennedy, selon laquelle l'Irak serait le Vietnam de Bush. En réalité, l'Irak n'est pas une jungle, mais un pays à forte concentration urbaine. Ce qui se joue là est plutôt comparable avec la bataille d'Alger. Comme on le sait, les Français y inventèrent les méthodes modernes de contre-insurrection. Ils gagnèrent sur le plan militaire, mais dressèrent la population définitivement contre eux, provoquant leur défaite politique. C'est la même leçon qui attend les États-Unis en Irak.

L'ancien conseiller de Bill Clinton, Sidney Blumenthal, note dans le *Guardian* que Condoleezza Rice est tenue de répondre aux questions de la Commission d'enquête sur le 11 septembre, mais qu'elle devrait en réalité rendre des comptes sur bien d'autres choses encore. Notamment sur son rôle dans le sabotage des plans de paix au Proche-Orient, y compris le processus de la Feuille de route. Selon lui, Mme Rice a montré à la fois son incompétence à résoudre les problèmes et sa subordination au clan néo-conservateur. Blumenthal ne détourne pas le sujet, c'est au contraire la commission qui fait diversion : le problème n'est pas de savoir si le 11 septembre aurait pu être évité, mais qui l'a provoqué et comment il a permis aux néo-conservateurs de prendre le pouvoir

et d'étendre leur politique belliciste.

*The Age* donne la parole à Mark Latham, leader de l'opposition travailliste australienne, et à Robert Hill, ministre de la Défense, qui lui répond.

Pour Latham, les forces australiennes doivent servir à la défense nationale et non comme supplétifs des États-Unis, comme ce fut le cas hier au Vietnam et aujourd'hui en Irak. Le gouvernement Howard, qui a relayé les mensonges sur les armes de destruction massive, a abusé l'opinion pour engager le pays dans une guerre illégitime et contre-productive. Il faut retirer les troupes australiennes d'Irak.

Au contraire, Robert Hill considère que cet engagement fait partie de la guerre au terrorisme dans laquelle l'Australie est entrée malgré elle, lors de l'attentat de Bali. Et le ministre de dénoncer les concepts archaïques de la gauche incapable d'admettre la nécessité de la guerre préventive.

Par ailleurs, le ministre britannique de l'Intérieur, David Blunkett, défend sa politique d'immigration dans *Gulf News*. Il s'agit à l'évidence de persuader les riches lecteurs du Golfe que les récentes mesures de filtrage ne sont pas dirigées contre eux, mais visent à limiter l'afflux de réfugiés économiques du Commonwealth.

Enfin, Pierre Brana, qui fut rapporteur de la Mission d'information parlementaire sur le génocide rwandais, tire ses propres conclusions du drame dans *Libération*. Tout en minimisant la responsabilité française dans le massacre, il la laisse clairement apparaître. Cette attitude à la fois clairvoyante et prudente lui permet d'avancer quelques points. Tout d'abord, il relève que l'engagement français est le fruit d'un engrenage dans lequel l'opération Noroit joue un rôle central, alors qu'elle était illégale. Ensuite, il note que rien de cela n'aurait pu avoir lieu si les décisions avaient été transparentes, c'est-à-dire si elles avaient été soumises à une approbation et un contrôle parlementaires.

**Réseau Voltaire**

## El Hassan bin Talal



Le prince El Hassan bin Talal est le frère de l'ancien roi de Jordanie Hussein. Il est modérateur de la Conférence

### « La Troisième Guerre mondiale a commencé »

Source : Globe and Mail

Référence : « The Third World War is now, par El Hassan bin Talal, *Globe and Mail*, 7 avril.

Un de mes amis, qui rendait visite à une famille palestinienne dans un petit village, a été témoin de sa détresse devant la destruction de son verger par un bulldozer. Cette expropriation était nécessaire à la construction de la barrière de huit mètres de haut d'**Ariel Sharon**. Le conducteur du bulldozer est venu

mondiale sur la religion et la paix, président du Club de Rome et de l'Arab Thought Forum.

s'excuser, a affirmé regretter son geste, mais avoir été obligé de suivre des ordres. Cette famille a été ruinée par les gouvernements, le terrorisme et la nature unilatérale des politiques internationales.

Ce type de drame ne se passe pas qu'en Israël. Les Irakiens ont vu leur constitution être changée pour permettre à des entreprises états-uniennes de posséder 100 % des capitaux irakiens, hors ressources naturelles. Les Libanais vivent sous la menace constante d'Israël et, il y a deux semaines, le monde a été témoin de l'assassinat du cheikh Yassine, fondateur du Hamas dont je condamne les attentats, mais surtout leader spirituel pour beaucoup de musulman. Cet assassinat ne peut qu'en faire un martyr et multiplier les actes terroristes.

Ce à quoi nous assistons aujourd'hui est le début d'une Troisième Guerre mondiale, une guerre d'un nouveau type, mais une guerre quand même. Il y a aujourd'hui 40 conflits de basse intensité dans le monde. Cette situation profite aux extrémistes comme leur profite le vide du pouvoir au Proche-Orient. Les dirigeants consacrent l'essentiel de leur énergie à se maintenir au pouvoir et laissent les groupes extrémistes assumer des fonctions sociales.

Les initiatives pour la région ne se focalisent que sur la sécurité alors que c'est le dialogue qu'il faut promouvoir. Il faut un traité de Versailles du Proche-Orient et la mise en place d'un système de sécurité collective. L'Ouest doit aussi changer de politique et nous devons cesser d'être gouvernés par la force. Nous n'avons pas besoin d'une guerre au terrorisme, nous avons besoin d'un combat pour la paix.

## Andrew J. Bacevich



Ancien colonel de l'US Army, Andrew J. Bacevich est professeur de relations internationales à l'université de Boston. Il est membre de l'American Academy à Berlin.

### « Une descente dans le déshonneur »

Source : Los Angeles Times

Référence : « A Descent Into Dishonor », par Andrew J. Bacevich, *Los Angeles Times*, 8 avril 2004.

Edward M. Kennedy a affirmé dans un récent discours que l'Irak serait le Vietnam de George W. Bush. La réalité est bien pire et l'Irak pourrait en réalité être l'Algérie de l'Amérique.

Jour après jour, cette sale guerre devient plus sale : les troupes états-unienne et de la Coalition subissent des pertes, des civils irakiens sont tués dans des échanges de tirs et des mauvais traitements sur les prisonniers sont de plus en plus nombreux. Nous sommes dans une situation de guérilla urbaine, un type de guerre radicalement différente de celles où, par le passé, les États-Unis ont eu à affronter des guérillas. Ici, c'est le tissu urbain, et pas les montagnes ou la jungle, qui est l'environnement idéal de la guérilla. Durant la guerre d'Algérie, pour détruire le FLN, les autorités françaises estimèrent que les tactiques conventionnelles ne pouvaient pas fonctionner et ils utilisèrent donc la torture systématique, les exécutions extrajudiciaires et leur propre forme de terrorisme. Cela permis de reprendre le contrôle d'Alger, mais cela mobilisa la population algérienne contre toute possibilité de maintien de la domination française sur le pays.

Cette histoire est très bien rendue dans le docu-drama de Gillo Pontecorvo de 1967, « La Bataille d'Alger », un film visionné l'an dernier par les responsables du **Pentagone**. Il semble malheureusement que les militaires se soient plus inspirés des méthodes décrites dans le film que de sa leçon : l'emploi abusif de la force ne nous fera pas gagner en Irak.

## Sidney Blumenthal



Sidney Blumenthal est ancien assistant et conseiller spécial du président Bill Clinton. Il est l'auteur de *The Clinton Wars*. Il a été éditorialiste du *New Yorker*, du *Washington Post* et de *New Republic*. Il est désormais éditorialiste au *Guardian* sur les questions de politique états-unienne et le correspondant à Washington de Salon. Com.

### « Quelques questions de plus pour Condoleezza »

Source : The Guardian

Référence : « Some more questions for Condoleezza », par Sidney Blumenthal, *The Guardian*, 8 avril 2004.

**Condoleezza Rice** sera interrogée en public seulement sur la question du terrorisme avant le 11 septembre, mais sa négligence et son incompétence marquent l'intégralité de la politique étrangère de **George W. Bush**. Elle a notamment un rôle central dans la destruction du processus de paix au Proche-Orient.

En janvier 2002, elle demanda à **Flynt Leverett** de faire des propositions concernant une paix au Proche-Orient, sans craindre la controverse. Il imagina un plan traitant de la sécurité, de la réforme politique palestinienne et de Jérusalem se rapprochant des propositions de **Bill Clinton**, mais Rice le refusa car cela aurait obligé Bush à affronter **Ariel Sharon**. Le 4 avril 2002, Bush prononça un discours où il appelait à la création de « deux États » sans en préciser les modalités et **Colin Powell** partit dans la région peu après, accompagné de Leverett. Il amorça des discussions qui furent interrompues par Rice qui exigea que tout plan de paix place l'intégralité des responsabilités sur les Palestiniens. Leverett affirme que Rice représente les intérêts des néo-conservateurs sur cette question.

Leverett rédigea la « **feuille de route** », mais Rice s'opposa à sa publication car Sharon s'y opposait. Ce n'est que suite aux pressions de **Tony Blair**, à la veille de la Guerre d'Irak, que ce texte fut publié. Aussi, pour le saper, elle nomma Elliott Abrams comme coordinateur pour le Proche-Orient au **National Security Council**.

Cette question et les politiques menées avant le 11 septembre offrent une image de l'administration où le président ne comprend pas les conséquences de ses politiques, où le secrétaire d'État est instinctivement subordonné, où le vice-président dirige une cabale de néo-conservateurs incarnant le pouvoir derrière le trône et une conseillère de sécurité trompeuse.

## Mark Latham



Mark Latham est le dirigeant de l'opposition travailliste au Parlement australien.

### « Une vision travailliste du monde »

Source : The Age

Référence : « A Labor view of the world », par Mark Latham, *The Age*, 8 avril 2004. Cette tribune est adaptée d'un discours prononcé le 7 avril 2004 au Lowy Institute de Sydney.

La fin de la Guerre froide et la globalisation ont mis en place un environnement stratégique global dominé par une seule puissance alors que, dans le domaine économique, le monde est devenu multipolaire et interdépendant. Cette situation a créé un fossé entre les États-Unis et les autres pays prospères et entre les pays développés et les pays en voie de développement. Dans ce dernier domaine, il faut voir la mondialisation comme une occasion de réduire les inégalités. Sur les deux fossés qui se sont creusés, l'Australie, pays développé et puissance moyenne, a un rôle à jouer.

Les travaillistes tiennent à l'alliance avec les États-Unis, mais nous envisageons cette relation comme un partenariat entre pays égaux. Contrairement aux conservateurs, les travaillistes estiment que les forces australiennes doivent servir avant tout à la défense nationale. Elles ne doivent pas être un contingent expéditionnaire associé aux États-Unis comme nous l'avons été au Vietnam et en Irak. Nous devons avoir une politique étrangère souveraine et, dans la guerre au terrorisme, nous devons d'abord nous préoccuper du front intérieur.

L'une des premières décisions d'un gouvernement travailliste aujourd'hui serait de retirer nos troupes d'Irak. La guerre dans ce pays a été menée sur la foi de fausses suppositions et a accru la menace terroriste tout en détournant des fonds qui auraient pu servir à la combattre. Le manque de remords du gouvernement de **John Howard** est troublant. Les travaillistes ont un plan de sortie d'Irak qui commencera après le transfert de souveraineté et aboutira au départ des troupes avant Noël.

Nous devons concentrer nos ressources là où notre intérêt prévaut et développer les activités des institutions internationales.



## Robert Hill



Robert Hill est le ministre de la Défense libéral australien.

### « Ce raisonnement issu de la Guerre froide est totalement désuet »

Source : The Age

Référence : « This Cold War thinking is old hat », par Robert Hill, *The Age*, 8 avril 2004.

La doctrine stratégique de **Mark Latham** se réfère à la « défense de l'Australie » et s'inspire des thèses de **Kim Beazley** au milieu des années 80 : concentrer notre défense dans quelques positions clé du Nord du pays. Cette stratégie est totalement insuffisante pour nous protéger des menaces d'aujourd'hui. M. Latham montre ainsi qu'il a une mauvaise compréhension des questions stratégiques contemporaines australiennes. Nous avons déjà subi des pertes tragiques dans la guerre au terrorisme. Cette guerre nous ne l'avons pas commencée, mais nous allons aider à la finir. Sans cela, il y aura d'autres 11 septembre 2001 et 12 octobre 2002. Nous ne devons pas seulement défendre notre territoire, nous devons aider à la construction d'un monde dans lequel nous ne serons plus menacés.

M. Latham dénonce les forces « expéditionnaires » et veut se concentrer sur la défense du territoire, mais cette défense exige l'existence de troupes pouvant se projeter à l'étranger et capables d'opérer avec nos partenaires les plus probables. Il dénonce les frappes préventives, mais s'il y avait eu des frappes de ce type plus tôt contre Ben Laden, le 11 septembre n'aurait pas eu lieu. Les forces australiennes doivent être capables de se déployer rapidement et de frapper avant que nous soyons attaqués. M. Latham veut nous ramener à l'orthodoxie de la Guerre froide.

## David Blunkett



David Blunkett est ministre de l'Intérieur britannique.

### « Londres ne peut pas fonctionner sans migrants »

Source : Gulf News

Référence : « London can't function without migrants », par David Blunkett, *Gulf News*, 8 avril 2004.

La semaine qui a précédé la réunion sur l'immigration au 10 Downing Street a été déprimante pour moi et troublante pour le public. Déprimante car je suis préoccupé par la perte de confiance de la population dans notre système d'immigration, troublante car la population ne sait plus, au milieu des déclarations et contre-déclarations, quel système d'immigration est actuellement en place au Royaume-Uni. **Tony Blair** et moi sommes sensibles aux abus du système d'immigration et c'est sur cette question que nous nous

sommes penchés lors de la réunion.

Nous devons reconnaître que les voyageurs passant par le Royaume-Uni sont importants pour notre économie. 91 millions de personnes traversent ou viennent au Royaume-uni tous les ans. Nous devons avoir un système d'immigration sophistiqué permettant de gérer cette population sans bloquer les frontières. Sur ces 912 millions , 78 viennent d'Europe occidentale et de Scandinavie, 4 des États-Unis et 2,9 d'Australie, de Nouvelle Zélande du Canada, du Japon et d'Afrique du Sud. Ils viennent à la recherche d'emplois, pour du tourisme ou pour affaires et contribuent à l'économie du pays puisqu'en représentant 8 % de la population active, ils créent 10 % de la richesse. Londres ne pourrait pas fonctionner sans les étrangers. C'est pourquoi j'ai plaidé ces trois dernières années pour une augmentation du nombre de permis de travail. Cette mesure est aussi un moyen de diminuer les abus dans le système des demandeurs d'asile. Nous avons également augmenté le nombre des expulsions des immigrés illégaux qui sont trois fois plus nombreuses aujourd'hui qu'en 1996. Nous avons démantelé 38 réseaux d'entrée illégale sur le territoire l'année dernière et 160 enquêtes sont en cours. Nous avons refusé les visas à 250 000 personnes et nous avons modifié notre politique frontalière avec la France pour réduire le nombre de demandeurs d'asile. Je sais qu'il reste encore des abus et que quelques cas suffisent pour saper la confiance du public, mais nous nous efforçons de mettre en place le meilleur système possible.

## Pierre Brana



Ancien conseiller de Michel Rocard et ancien député, Pierre Brana était rapporteur PS de la mission d'information parlementaire de 1998 sur le génocide rwandais. Il est maire d'Eysines et vice-président de la communauté urbaine de Bordeaux

### « Empêcher un nouveau Rwanda »

Source : Libération

Référence : « Empêcher un nouveau Rwanda », par Pierre Brana, *Libération*, 8 avril 2004.

La France s'est engagée dans un engrenage au Rwanda dès l'opération « Noroît » du 4 octobre 1990. Elle visait à empêcher ce qui apparaissait comme un risque d'attaque ougandaise contre le pays et contre la capitale alors qu'il ne s'agissait que d'un retour de réfugiés tutsis armés en provenance d'Ouganda.

Alors que l'opération ne devait servir qu'à la protection des ressortissants français, d'autres tâches sont venues s'ajouter et notamment l'aide aux Forces Armées Rwandaises (FAR), exclusivement formées de Hutus. Affirmant leur souhait de faire évoluer le régime par ce biais, les militaires français ont donc formé et équipé une force armée mono-ethnique dans une société de plus en plus en proie au racisme et où les appels au génocide se multipliaient.

Les militaires n'ont fait qu'exécuter des missions confiées par le pouvoir politique, mais n'ont-ils pas influencé ce pouvoir par leurs analyses ? Et qu'entend-on par pouvoir politique, vu la multiplicité des filières d'interventions ?

Après l'attentat qui a entraîné la mort du président Habyarimana, les milices hutues déclenchèrent le génocide et la France continua à entretenir des relations avec le régime génocidaire dont les représentants furent reçus à l'Élysée et au Quai d'Orsay. Par ailleurs, l'armée choisit pour participer à l'opération « Turquoise » de l'ONU certains des hommes qui avaient formé les

FAR, ce qui a sans doute contribué à l'absence de désarmement systématique de ces groupes. Si l'on veut faire un bilan complet des responsabilités, il faut également pointer la responsabilité écrasante de l'ONU dont le Conseil de sécurité a décidé de réduire les forces sur place quinze jours après le déclenchement du génocide.

Il est important d'éclairer les conditions qui ont permis le génocide, mais il faut aussi prendre des mesures pour qu'il ne se renouvelle pas. Il faut donc :

- ▶ Accroître la transparence des décisions d'envois de troupes à l'étranger et soumettre ces envois, ainsi que les accords de coopération militaire, à un vote du Parlement.
- ▶ Améliorer les mécanismes de gestion des crises internationales où un grand nombre d'interventions et l'autonomie des chaînes de décisions permettent des intoxications. Les interventions devraient également faire l'objet de décrets stipulant les bases légales sur lesquelles elles se fondent. Un tel décret aurait permis de constater que l'opération Noroît était illégale.
- ▶ Améliorer l'efficacité des opérations de l'ONU.
- ▶ Développer la justice internationale.

## Voltaire

*Voltaire* est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

**Directeur de la publication** : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. CMPP en cours. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

**Prix au numéro** (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$ ; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$ ; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$ ; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

### Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : [www.reseauvoltaire.net/abonnement.php](http://www.reseauvoltaire.net/abonnement.php) .